

# Au-delà du Brexit, il est urgent de s'interroger sur notre Europe

**A** lors qu'elle traverse l'un des moments les plus difficiles de son histoire, l'Europe est suspendue au référendum britannique. Des millions de migrants frappent à nos portes. Les pays de l'Est se révoltent ouvertement contre Bruxelles. Les partis populistes et antieuropéens progressent partout. La libre circulation est de facto suspendue. Le terrorisme ensanglante nos rues. Trois guerres se déroulent à nos frontières, en Ukraine, en Syrie et en Libye. Mais l'UE retient son souffle en attendant de savoir si les citoyens britanniques souhaitent rester ou préfèrent s'en aller. Pour les retenir, elle a même fait des concessions qui portent atteinte à nos principes et compliquent notre avenir.

Tout va bien. Le Royaume-Uni est un grand pays et sa décision de sortir de l'UE pourrait évidemment avoir des conséquences notables. Le choix, du reste, revient aux sujets de Sa Majesté et l'on ne peut pas faire grand-chose pour l'influencer. Le problème qui interpelle les 440 millions d'autres Européens est plutôt la qualité du débat qui, de part et d'autre de la Manche, sert de cadre au référendum sur le Brexit.

En dehors de la Grande-Bretagne, il n'y a tout simplement pas de débat, et c'est en soi un signal qui devrait nous alarmer. Tout le monde veut que Londres reste dans l'UE. Tout le monde semble convaincu que la sortie du

Royaume-Uni serait une catastrophe, ou pour le moins une grave atteinte à l'unité du continent. Le fait que tout au long de ces 43 dernières années, depuis qu'elle a mis le pied à Bruxelles, la diplomatie britannique se soit battue de façon efficace et cohérente contre toute hypothèse d'approfondissement de l'intégration européenne semble constituer un facteur négligeable.

**Une UE réduite à un registre comptable de ce que l'on donne et de ce que l'on reçoit ne peut conquérir le cœur des gens**

Mais le débat en cours au Royaume-Uni est encore plus alarmant. Le parti pro-Brexit, en toute logique, se réfère à un principe identitaire pour dire que les Britanniques ne s'identifient pas à l'Europe unie. Le parti anti-Brexit, à l'inverse, en fait uniquement une question d'intérêt. Ces derniers mois, nous avons eu le droit à des analyses en profondeur pour comprendre si la sortie de la Grande-Bretagne convenait ou non aux agriculteurs britanniques, aux brokers britanniques, aux pêcheurs britanniques, aux retraités britanniques, à la City, à l'Écosse, à l'Irlande du Nord, à la paix dans le monde et même à l'État islamique. Malheureusement, très peu de voix se sont fait entendre pour dire : nous voulons rester en Europe car nous nous sentons européens et nous voulons

partager les destinées de nos concitoyens européens.

De telles prémisses sont désastreuses. Si le « non » l'emportait, en effet, et que la Grande-Bretagne sortait, ce serait la victoire d'une noble pulsion identitaire contre un simple calcul d'intérêts. Si, à l'inverse, le « oui » l'emportait, comme cela semble probable, nous nous trouverions confrontés à un mariage rafistolé par pur intérêt et sans une once d'amour, du moins de la part du conjoint qui décide de rester à contre-cœur. Mais quel avenir un tel mariage peut-il assurer à la famille ?

Il s'agit d'un problème qui concerne tous les autres Européens. Est-il possible, avec une UE qui se trouve dans les conditions dramatiques que l'on connaît à l'heure actuelle, de repousser encore indéfiniment la question identitaire ? En Italie, où le degré de confiance dans l'UE est parmi les plus bas, on est très sensible à ce problème. La polémique déclenchée par Matteo Renzi, le chef du gouvernement italien, sur la nécessité pour l'Europe de revenir à ses valeurs fondatrices, répond également à des préoccupations légitimes de politique intérieure. Une UE réduite à un registre comptable de ce que l'on

donne et de ce que l'on reçoit ne peut conquérir le cœur des gens.

Parmi les raisons pour lesquelles les partis populistes anti-UE gagnent partout du terrain, il y a le fait que nous

avons cessé de nous interroger sur les raisons du choix européen. C'est ce qui explique que l'Europe soit vécue par beaucoup, en particulier dans des moments de crise économique, comme quelque chose d'imposé de l'extérieur et accepté peut-être par opportunisme. L'antidote à cet état de choses ne peut se limiter à un simple calcul d'intérêts. Dans le meilleur des cas, cela conduit à la disparition de tout principe de solidarité. Dans le pire des cas, à une paralysie généralisée où l'on refuse le changement car le statu quo semble le moindre mal.

Si les pays d'Europe de l'Est érigent des murs et repoussent les réfugiés, si le chantage turc nous pousse à fermer les yeux sur la violation des droits fondamentaux, si la BCE se retrouve mise en accusation pour avoir rempli sa mission, cela signifie que l'on ne peut plus surseoir à un débat identitaire. Pas seulement en Grande-Bretagne, mais dans toute l'Europe.

En attendant que Londres décide s'il vaut mieux rester dans l'UE, nous devrions commencer, de ce côté-ci de la Manche, à nous demander sérieusement si vraiment nous nous sentons européens, si nous voulons rester ensemble et pour quoi faire. Tout le monde ne donnera peut-être pas une réponse positive. Mais ceux qui le feront auront enfin une base commune sur laquelle repartir. ■

**Andrea Bonnaní** est depuis 2002 le « Monsieur Europe » de *La Repubblica*, basé à Bruxelles. Il y avait déjà été en poste dès 1985 pour le *Corriere della Sera*, l'autre grand quotidien italien.